

Les instruments internationaux et l'exercice des droits des personnes ayant une déficience intellectuelle

Céline GIROUX*

Les outils internationaux de reconnaissance des droits humains ont certes contribué à l'évolution de l'exercice des droits des personnes handicapées¹. Aussi, ils ont favorisé une évolution conceptuelle sur le plan de la terminologie et du développement de l'idée d'intégration et de participation sociale des personnes handicapées. L'objet de ce texte est de traiter brièvement, dans une perspective historique, de l'évolution des outils internationaux de reconnaissance des droits humains et de leur contribution à l'exercice des droits des personnes handicapées.

1. Droits universels

D'abord, en 1948, l'Organisation des Nations Unies (ONU) a proclamé la *Déclaration universelle des droits de l'homme*². Celle-ci s'adresse à toutes les personnes (handicapées ou pas). Elle affirme un certain nombre de droits et de libertés dont, aux termes de l'article 2, chacun peut se prévaloir:

* Directrice générale, Office des personnes handicapées du Québec (Canada).
Courriel: dg@ophq.gouv.qc.ca

1 Les principaux éléments de ce texte sont inspirés de l'allocution de Madame Céline Giroux, directrice générale de l'Office des personnes handicapées du Québec, au congrès de l'Association internationale de recherche sur le handicap mental (AIRHM) tenue à Lausanne en août 2006.

2 On peut consulter cette déclaration sur le site Internet de l'ONU à l'adresse URL suivante: www.un.org/french/aboutun/dudh.htm.

sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation³.

Ainsi, elle s'adresse aussi aux personnes handicapées. Sans passer en revue le contenu de la déclaration, il faut souligner quelques-uns des droits qui y sont exprimés et qui concernent plus étroitement les personnes handicapées en raison des obstacles particuliers qu'elles peuvent rencontrer pour participer pleinement à la vie en société:

- Droit à la reconnaissance de la personnalité juridique (art. 6);
- Droit de prendre part à la direction des affaires publiques (art. 21);
- Droit à la sécurité sociale (art. 22);
- Droit aux loisirs (art. 23);
- Droit à un niveau de vie suffisant pour assurer ses besoins essentiels et droits à la sécurité en cas, notamment, de maladie et d'invalidité (art. 25);
- Droit à l'éducation (art. 26);
- Droit de prendre part à la vie culturelle (art. 27).

En 1959, l'ONU a adopté la *Déclaration des droits de l'enfant*⁴. Cette déclaration insiste sur certains droits à être appliqués selon différents principes dont le principe 5: «L'enfant physiquement, mentalement ou socialement désavantagé doit recevoir le traitement, l'éducation et les soins spéciaux que nécessite son état ou sa situation».

Il faut noter que l'utilisation du concept «désavantage physique ou mental» se rapproche de celui de «handicap».

En 1969, l'ONU a proclamé la *Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social*⁵. Cette déclaration s'appuie notamment sur celle des droits de l'homme. Deux articles concernent plus particulièrement les personnes handicapées. D'abord, l'article 11, lequel traite de sécurité et de protection sociale, énonce l'objectif de «Protéger les droits et assurer le bien-être des enfants, des personnes âgées, des invalides, assurer la protection des handicapés physiques ou mentaux». Ensuite, l'article 19 portant sur les moyens et méthodes propose:

3 Article 2 de la *Déclaration universelle des droits de l'homme*, ONU, 1948.

4 On peut trouver le texte intégral de cette déclaration à l'adresse Internet suivante: www.droitsenfant.com/1959.htm.

5 On peut trouver le texte intégral de cette déclaration à l'adresse Internet suivante: www.unhchr.ch/french/html/menu3/b/m_progre_fr.htm.

L'adoption de mesures propres à assurer la réadaptation des personnes mentalement ou physiquement déficientes, notamment des enfants et des jeunes, pour leur permettre, dans toute la mesure possible, de jouer un rôle utile dans la société – ces mesures viseront notamment à assurer aux intéressés le traitement et les prothèses nécessaires, l'éducation, l'orientation professionnelle et sociale, la formation et le placement sélectif, ainsi que toute autre assistance requise – et à créer des conditions sociales telles que les personnes handicapées ne souffrent d'aucune discrimination du fait de leur infirmité.

Il faut noter ici dans l'expression «jouer un rôle utile dans la société» une référence à un concept de participation sociale.

2. Droits de la personne handicapée

En 1971, il y a eu la proclamation par les Nations Unies de la *Déclaration des droits du déficient mental*⁶. Cette déclaration a été faite en lien direct avec celle sur le progrès et le développement dans le domaine social qui a proclamé la nécessité de protéger les droits, le bien-être et la réadaptation des «handicapés physiques et mentaux». Ce lien est spécifié dans le préambule de la déclaration. On peut aussi lire dans le préambule que la déclaration est faite en

Ayant à l'esprit la nécessité d'aider les déficients mentaux à développer leurs aptitudes dans les domaines d'activités les plus divers et de favoriser, autant que possible, leur intégration à une vie sociale normale.

Implicitement, on retrouve ici le concept d'intégration sociale. Le corps du texte de la déclaration est assez court: il tient en sept articles. Sans passer en revue les différents articles, il faut noter que l'on n'y retrouve pas de définition de la «déficiência mentale». Aussi, il y est indiqué que les «déficients mentaux» ont les mêmes droits que les autres êtres humains, ils ont droit aux traitements et soins que leur état requiert, à la sécurité économique, à la possibilité de vivre dans leur famille ou un milieu substitut et de participer à la vie en communauté lorsque cela est possible et, enfin, de bénéficier de mesures de protection appropriées.

6 On peut trouver le texte de cette déclaration à l'adresse Internet suivante: www.unhchr.ch/french/html/menu3/b/m_mental_fr.htm.

En 1975, la *Déclaration des droits des personnes handicapées*⁷ fut proclamée. On y réaffirme l'idée de promouvoir l'intégration à une vie sociale normale et on y définit le terme «handicapé» comme désignant:

toute personne dans l'incapacité d'assurer par elle-même tout ou partie des nécessités d'une vie individuelle ou sociale normale, du fait d'une déficience, congénitale ou non, de ses capacités physiques ou mentales.

Les termes de cette définition ont vraisemblablement influencé la proposition de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) d'une Classification internationale des déficiences, incapacités et handicaps (CIDIH).

Cette déclaration fait mention du respect des droits fondamentaux, du respect de la dignité de la personne, des mêmes droits que la *Déclaration des droits du déficient mental*, ainsi que la possibilité que les organismes de personnes handicapées puissent être consultés sur toutes les questions qui concernent les droits de ces personnes et que les personnes et leur famille puissent être informées des droits contenus dans la déclaration.

Dans le cadre de la Décennie des personnes handicapées (1983-1992), l'ONU a adopté, en 1991, un document intitulé *Principes pour la protection des personnes atteintes de maladie mentale et pour l'amélioration des soins de santé mentale*. En 1993, elle a aussi adopté les *Règles pour l'égalisation des chances des handicapés*⁸. Ces règles ont été élaborées à partir de l'expérience accumulée au cours de la Décennie des personnes handicapées. Elles visent à permettre aux personnes handicapées une pleine participation aux activités de la société. Dans la partie introductive de ces règles, on y expose notamment certaines notions telles qu'«incapacités» et «handicap».

En 2004, 65 participants à une conférence organisée par l'Organisation Panaméricaine de la Santé (OPS) et de l'OMS, représentants de dix-sept pays, principalement des Amériques, ainsi que des principales organisations de défense des droits des personnes ayant une déficience intellectuelle ont adopté la *Déclaration de Montréal sur la déficience intellectuelle*⁹. Il s'agit d'un premier instrument international traitant spécifiquement des droits des personnes ayant une déficience intellectuelle. Cette déclaration se

7 On peut trouver le texte de cette déclaration à l'adresse Internet suivante: www.unhchr.ch/french/html/menu3/b/72_fr.htm.

8 On peut trouver le texte de ce document à l'adresse Internet suivante: www.un.org/esa/socdev/enable/dissrfr0.htm.

9 On peut trouver le texte de ce document à l'adresse Internet suivante: www.declarationmontreal.com/docs/declaration_fr.pdf.

résume à trois droits fondamentaux: l'égalité, la non-discrimination et l'autodétermination¹⁰. Elle a été adoptée en affirmant le soutien des participants à la Conférence pour l'adoption d'une convention internationale sur les droits des personnes handicapées.

Enfin, à la fin de 2006 (le 13 décembre), l'ONU a adopté, en assemblée générale, par consensus, la première *Convention relative aux droits des personnes handicapées* ayant pour objet de

promouvoir, protéger et assurer la pleine et égale jouissance de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales pour les personnes handicapées et de promouvoir le respect de leur dignité intrinsèque (art. 1).

Tel qu'annoncé par voie de communiqué¹¹, cette résolution confirme l'engagement des Etats parties à promouvoir le plein exercice de tous ces droits «sans discrimination d'aucune sorte fondée sur le handicap», notamment en adoptant des lois à cet effet. Il faut noter qu'une convention, lorsque ratifiée par un Etat, acquiert un caractère contraignant que n'a pas une simple déclaration.

Conclusion

En conclusion, on distingue, en rappelant l'historique de ces instruments, une prise de conscience internationale de plus en plus pointue, d'abord de la réalité des personnes handicapées et, ensuite, de la réalité des personnes ayant une déficience intellectuelle. La nature des instruments dont il a été question et la terminologie utilisée sont significatives à cet égard. Aussi, on comprend que l'idéal d'égalité des droits des êtres humains qui anime les instruments internationaux a mené à la formulation de propositions de mesures concrètes pour permettre aux personnes handicapées, en fonction des divers types de déficiences et d'incapacités concernées, de participer réellement à la vie en société.

10 A ce sujet on peut consulter le document de Jocelin Lecomte, *L'Impact de la Déclaration de Montréal sur la déficience intellectuelle*, CRDI Lissette-Dupras, Montréal, mise à jour le 14 avril 2005, à l'adresse Internet suivante: www.declarationmontreal.com/docs/Impact_avril2005.pdf.

11 On retrouve le communiqué à l'adresse Internet suivante: www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=13360&Cr=assembl%E9e&CrI=handicap%E9s.

Afin d'obtenir des résultats tangibles améliorant le vécu quotidien de ces personnes, chaque nation doit adapter son cadre législatif ainsi que sa desserte de services aux citoyens pour tenir compte des particularités de ce groupe de personnes. Elle doit aussi mettre en place des politiques et des programmes s'adressant aux besoins particuliers des personnes handicapées (réadaptation, adaptation de domicile, transport adapté, etc.). Cela implique que les gouvernements en place accordent une priorité aux besoins quotidiens des personnes handicapées et y consacrent les ressources requises.

En somme, les instruments internationaux ne se sont pas contentés d'affirmer que les droits de l'homme s'appliquent spécifiquement aux personnes handicapées, mais ils ont voulu s'en prendre directement aux causes qui entraînent l'exclusion sociale de ces personnes. Cela suppose en retour que les personnes handicapées clament haut et fort leur volonté de participer à toutes les activités humaines.

Références

- LECOMTE, J. (2005). *L'Impact de la Déclaration de Montréal sur la déficience intellectuelle*, CRDI Lisette-Dupras, Montréal, mise à jour le 14 avril 2005, (www.declarationmontreal.com/docs/Impact_avril2005.pdf).
- ONU. *Convention relative aux droits des personnes handicapées*, (www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=13360&Cr=assembl%E9e&CrI=handicap%E9s).
- , *Déclaration des droits de l'enfant*, (www.droitsenfant.com/1959.htm).
- , *Déclaration des droits des personnes handicapées*, (www.unhchr.ch/french/html/menu3/b/72_fr.htm).
- , *Déclaration des droits du déficient mental*, (www.unhchr.ch/french/html/menu3/b/m_mental_fr.htm).
- , *Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social*, (www.unhchr.ch/french/html/menu3/b/m_progre_fr.htm).
- , *Déclaration universelle des droits de l'homme*, (www.un.org/french/aboutun/dudh.htm) (1948).
- , *Règles pour l'égalisation des chances des handicapés*, (www.un.org/esa/socdev/enable/dissrfr0.htm).
- VILLE DE MONTRÉAL. *Déclaration de Montréal sur la déficience intellectuelle*, (www.declarationmontreal.com/docs/declaration_fr.pdf).